

(1)

(N° 169.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 20 AOUT 1919

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi modifiant le régime fiscal du tabac.

*(Voir les n°s 111, 208, 226, 236, les Ann. parl. de la Chambre
des Représentants des 10, 16 juillet 1919 et le n° 119 du Sénat.)*

Présents : MM. HANREZ, président; HALLET, le vicomte DESMAISIÈRES
et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi qui vous est soumis a pour but de donner des ressources financières au Gouvernement, au moyen d'une perception facile et d'un contrôle aisé, sans nuire à la culture indigène et sans mettre aucune entrave à la fabrication de produits de bonne qualité pouvant concourir sur les marchés étrangers.

Un effort gigantesque s'impose pour relever le pays de ses ruines, pour panser ses plaies, rétablir la vie économique et mener à bonne fin l'œuvre de la restauration.

La Nation belge, auréolée de toute la gloire de son sacrifice et de son héroïsme, se doit à elle-même d'affirmer devant le monde sa volonté de se développer et de reprendre parmi les peuples la place d'honneur qu'elle s'était acquise par son initiative et son travail.

Le programme à réaliser est d'une ampleur considérable et il s'accroît d'ailleurs constamment au fur et à mesure que s'affirment des situations et des exigences nouvelles. Mais ce serait œuvre vaine d'élaborer des projets si l'on ne recherchait pas en même temps les moyens d'en assurer l'exécution. Et dans cette voie, les ressources financières représentent l'une des premières conditions de tout labeur productif.

Obligé à tous égards d'augmenter les recettes de l'État, le Gouvernement belge s'est appliqué à répartir les charges complémentaires devenues indispensables en s'inspirant des capacités de paiement de chacun. Soucieux d'alléger le coût matériel de la vie, il s'est gardé de toute mesure qui aurait pu provoquer un renchérissement des produits de première nécessité ; mais il a pu, sans déroger à cette règle, s'arrêter à la détermina-

tion d'imposer plus lourdement que dans le passé une marchandise comme le tabac dont, à tout le moins, il est permis de dire qu'elle ne répond pas à un besoin absolu.

La majoration de l'impôt sur les tabacs n'a suscité du reste nulle part ni surprise ni protestations et votre Commission estime qu'on aurait pu demander légitimement des sommes plus importantes à cette source de revenus nationaux.

Les organes les plus autorisés des milieux tabacconistes se sont accordés à reconnaître que les droits sur les tabacs pourraient être augmentés, même de façon notable; pas une voix discordante ne s'est fait entendre.

Certaines divergences de vues se sont manifestées seulement en ce qui concerne les modalités d'application. Les uns ont pensé que le projet initial du Gouvernement, lequel comportait l'application d'un droit de 50 p. c. ad valorem sur les tabacs étrangers et de 80 centimes le kilogramme sur le tabac dit indigène, réalisait une conception heureuse et qu'il eût suffi, pour la rendre parfaite, de relever les taux spécifiques qui avaient été fixés pour les tabacs étrangers, comme devant représenter un minimum d'imposition. D'autres, au contraire, ont estimé que, dans un souci de meilleure proportionnalité, il était désirable de frapper d'un droit spécifique tous les tabacs, sauf à conjuguer ce droit avec une taxe ad valorem qui frapperait les produits fabriqués.

Cette dernière opinion semble avoir recueilli l'assentiment du plus grand nombre; M. le représentant Bologne s'en est fait le protagoniste devant la Chambre et celle-ci, d'accord avec le Gouvernement, s'y est ralliée.

Les bases ainsi établies sont fort rationnelles; en principe, on est fondé à croire qu'elles seraient bien accueillies par tout le monde, n'étant que la modalité d'application pourrait, peut-être, se concevoir autrement.

La perception du droit ad valorem sur les fabricats, autrement dit du droit proportionnel de consommation, est basé, dans le projet que la Chambre a adopté, sur l'emploi de bandelettes fiscales, dont l'import serait gradué et correspondrait avec le prix de vente des produits dans le commerce de détail. Garantie pour l'acheteur, dira-t-on, tout article portant ainsi, sur l'emballage, l'indication d'un prix qui ne pourra pas être surfait.

D'après les renseignements qui avaient été fournis au Gouvernement et à la Chambre sur l'état des esprits, on pouvait croire que les négociants en tabacs, les fabricants et les détaillants étaient acquis au système de la bandelette. Mais dans la suite, il est apparu que l'entente à ce sujet était loin d'être complète; des oppositions très vives se manifestent même, d'aucuns estimant que l'usage de la bandelette mènerait à des complications, à des gênes et à des assujettissements insupportables, et, à ce sujet, l'honorable M. Delannoy a soumis à la commission les observations suivantes :

« Le Gouvernement, soucieux de frapper le tabac en tenant compte de sa valeur, de manière à atteindre davantage le consommateur aisé ou riche que le pauvre, changea de fond en comble le système en vigueur et

préconisa par son Projet de Loi du 19 mars 1919, l'établissement de droits ad valorem.

» L'apparition de cette loi, théoriquement bien conçue, mais imparfaite en un point, suscita une opposition de la part de quelques intéressés.

» Avant d'aborder le fond de la question, il importe de dire que l'établissement de droits ad valorem a pour conséquence inévitable de provoquer la fraude, de sorte qu'au lieu d'atteindre avec certitude la perception de la taxe, on arrive au contraire à affaiblir considérablement la recette escomptée.

» Les droits spécifiques, s'ils parviennent à se combiner heureusement avec les droits ad valorem, sont à tous égards favorables, en ce sens qu'ils prêtent à moins de fraudes et consolident ainsi les ressources qu'en attend l'État.

» C'est ainsi que la loi déposée en mars dernier, si elle avait fixé le droit ad valorem en spécifiant en tout état de cause une perception de 50 p. c., de 2 francs ou de fr. 2-20 par kilogramme, je n'hésite pas à dire qu'elle mettait à néant la presque totalité des tentatives de fraude dans les déclarations, tout en frappant très modérément la consommation du tabac.

» En effet, qu'est-ce qu'un droit de 2 francs ou de fr. 2-20 par kilogramme en comparaison des taxes établies partout ailleurs sur une denrée qui peut être dénommée denrée de luxe ?

» Le législateur, tenant compte de l'infériorité du tabac indigène, accorde à celui-ci une protection de 60 centimes par kilogramme, puisqu'il établit pour le tabac indigène un droit d'accise de 80 centimes par kilogramme, tandis qu'il perçoit sur le tabac exotique, outre ce même droit d'accise de 80 centimes, un droit d'entrée de 60 centimes.

» Le tabac exotique acquitte donc une taxe de fr. 1-40 le kilogramme alors que le produit indigène ne paie que 80 centimes le kilogramme.

» Ce droit, ou mieux ces droits, sont trop faibles et l'État, vu le besoin urgent et considérable de fonds, pourrait, sans nuire à la jouissance du rendement de l'impôt, l'établir comme suit :

» Sur le tabac indigène, une taxe d'accise de fr. 1-60 serait établie et le tabac exotique paierait, outre la même taxe, un droit d'entrée de 60 centimes.

» La protection dont jouit la culture indigène resterait donc la même.

» Mais l'établissement de ces deux taxes combinées s'élevant au total de fr. 2-20 par kilogramme aurait cet immense avantage d'annihiler la plupart des tentatives de fraude, d'une part, et d'autre part d'assurer à la masse des consommateurs l'emploi de bons produits exotiques.

» Il est naturel que puisqu'un droit minimum existe, on ne cherche pas à donner à des marchandises communes une faveur qu'on ne leur accorderait qu'en présence d'une taxe uniquement fixée ad valorem.

» Mais, nous disent certaines personnes, le droit sera donc le même pour tous, pauvres, aisés ou riches ? Nullement.

» Certes, jusqu'à concurrence de fr. 2-20 par kilogramme, tous les citoyens qui voudront fumer la pipe ou une cigarette quelconque, macher la rolle ou priser, acquitteront uniformément cet impôt de consommation, très modéré, convenons-en.

» Mais, et c'est ici que commence l'examen du fond de la question, nous maintenons le droit *ad valorem* pour tous les tabacs dont l'emploi est exigé dans la fabrication des cigares fins et des cigarettes de luxe.

» Quoi de plus légitime, par exemple, de dire qu'un tabac exotique coûtant dix, voire vingt francs le kilogramme, paiera 50 p. c. de taxe à l'Etat ?

» Cette taxe ne frappera évidemment que ceux qui peuvent payer et, telle qu'elle serait établie, nous estimons en âme et conscience qu'elle serait encore modérée et, en tous cas, nullement préjudiciable aux intérêts de l'industrie soit cigarière, soit cigarettièrè.

» Mais à ce système qui limite le plus possible l'intervention du fisc dans le domaine commercial et industriel, on a imaginé un système tracassier créant la nécessité d'un personnel administratif considérable qui absorberait la presque totalité des recettes.

» On préconise la bandelette pour les cigares et les cigarettes ; on établit de nombreuses classifications de produits ; on incite tout le monde à pratiquer la fraude sur la plus large échelle ; on prescrit la vente obligatoire du tabac en paquets, l'apposition de bandelettes sur ceux-ci, de même que sur les bagues qui entourent les cigares.

» Si l'on devait donner suite à semblable système — qui est le chemin direct conduisant à l'établissement de la Régie — ce serait le règne d'or pour les gros industriels.

» Ceux-ci, à la tête de puissants moyens financiers s'empresseraient, et très légitimement d'ailleurs, de se pourvoir d'un outillage que l'industrie moyenne et la petite industrie seraient impuissantes à acquérir et nous assisterions, une fois de plus, à l'effondrement d'une notable partie de la bourgeoisie !

» Est-ce cela que l'on veut ? Qu'on le dise franchement !

» Et si tel est le but poursuivi, nous n'hésitons pas à préférer à cette mort sans phrase et sans indemnité d'une foule d'honnêtes gens, l'établissement immédiat du monopole.

» L'introduction de la régie aurait au moins le mérite de prévoir une expropriation juste et équitable de tous les intérêts, tandis que la disparition des industries moyenne et petite concentrerait en quelques mains puissantes tous les moyens de production en même temps que les revenus fabuleux qui découleraient de pareils privilèges.

» Rien ne justifie donc à nos yeux le vote de la loi qui nous est transmise par la Chambre, et je demande que le projet déposé en mars par le Gouvernement soit repris par notre Section des finances en y apportant les améliorations signalées plus haut.

» J'ajoute que tel est le sentiment de l'immense majorité de la corporation tabacconiste et que l'affirmation produite à la Chambre de l'acquiescement unanime des intéressés au principe de la bandelette, si elle fut faite de bonne foi, n'en est pas moins tout à fait inexacte ».

Nous pensons ne pas devoir entrer, à ce propos, dans de plus longs développements, étant donné qu'une nouvelle suggestion a été faite qui paraît de nature, tout en laissant intacts les principes de la loi, de réaliser l'accord des divers intéressés.

Tout ce qui, dans le projet de loi, se rapporte aux droits spécifiques serait maintenu ; le droit ad valorem de consommation y resterait également inscrit ; l'amendement ne porterait que sur un autre mode de prélever ce dernier droit.

Le moyen paraît simple.

Constatons d'abord que le droit représenté par la bandelette correspondrait approximativement à 10 p. c. du *prix de détail*. Or, comme la combinaison que nous allons exposer comporterait la perception immédiate du droit soit sur les produits importés, soit sur les produits sortant des usines, c'est-à-dire sur des *quantités prises en gros*, et dont la valeur marchande est, à ce moment, bien inférieure à celle des tarifs de détail, il est logique, pour conserver le même rendement, de relever quelque peu, dans le système que nous envisageons, le taux du droit de consommation : au lieu de 10 p. c., ce taux serait de 15 p. c. ad valorem.

Ceci posé, voyons comment vont se passer les choses ?

Pour les tabacs fabriqués importés, rien de plus aisé. Le droit de consommation de 15 p. c. ad valorem sera perçu en même temps que le droit ordinaire et, partant, la marchandise sera aussitôt libérée définitivement.

Prenons les tabacs non fabriqués. Au bureau des douanes sera perçu le droit spécifique, mais ceci ne suffit plus pour que les tabacs se perdent dans la libre pratique. On peut soutenir, en effet, que ce tabac contient en lui les germes de l'impôt complémentaire puisque le droit de consommation deviendra exigible lorsque, transformé en cigares, en cigarettes, etc., le tabac quittera l'usine de production. Il faut donc créer un lien qui permette de suivre les caisses, les balles importées ; ce lien sera constitué par un document dont la douane gardera la souche et qui devra, après un certain délai, être représenté au service. De là un contrôle complet, le document ne se trouvant assuré que par le dépôt des tabacs dans le magasin des fabricants, où il sera pris en charge dans un compte de matières. Ce compte devra nécessairement se balancer par la sortie de produits fabriqués et c'est au moment où ceux-ci quittent l'usine que serait perçu le droit de consommation.

Tournons-nous du côté des tabacs indigènes.

Ici la production va se subdiviser : une petite partie servira au planteur même et sera hachée par lui pour ses besoins personnels ; l'autre partie sera vendue à un fabricant.

Dans le premier cas, pas de droits de consommation.

Quant au tabac indigène vendu aux fabricants, il serait assujéti aussi au droit d'accise, puis couvert par un document qui le suivrait jusqu'à l'usine. Et le tabac inscrit au compte des matières serait assujéti ultérieurement au droit de consommation, d'après sa valeur effective quand, converti en cigares, etc., il sortirait de la fabrique.

On voudra bien reconnaître que la combinaison ainsi esquissée assurerait l'exercice d'un contrôle continu, prémunissant contre les fraudes dont le commerce honnête s'est plaint si fréquemment. La procédure serait d'ailleurs simple, d'exécution pratique et de nature à inspirer pleine confiance, grâce aux garanties dont elle serait entourée pour assurer la

sincérité des déclarations. La seule faiblesse que le système présenterait vis-à-vis de la bandelette, c'est de ne plus faire apparaître les prix de vente au détail sur l'emballage ; encore n'est-ce là qu'une faiblesse relative, car il faut bien dire que les tabacs seraient en vérité le seul article qui devrait porter sur lui l'indication de son coût.

Et au regard, que de réels avantages ! Plus rien du jeu compliqué des bandelettes ; supprimée aussi l'obligation de mettre les fabricats dans des emballages sévèrement conditionnés ; plus aucune sujétion quelconque par le détaillant dont le commerce demeure libre : il ignorera même la taxe de consommation tout comme le droit ordinaire, l'un et l'autre se trouvant dans le prix qui lui sera fait par le vendeur.

Il n'y a pas lieu d'hésiter. La nouvelle formule a sur l'autre la supériorité d'une grande simplicité, elle est plus dégagée, plus libre.

Tout le monde peut s'y rallier.

Les partisans de l'impôt spécifique se diront que le système du droit de consommation, compris dans le sens qui vient d'être défini, n'a rien d'inquiétant ; ceux qui s'employèrent à faire admettre le principe du droit conjugué conservent tout le fruit de leur initiative. Et quant au Gouvernement il peut, sans rien sacrifier, puisque l'économie de la loi subsiste toute entière et qu'un rendement très fructueux demeure assuré, consentir à se rallier aux amendements proposés. Au fond, cette concession serait bien secondaire puisque, à la rigueur, le législateur aurait pu se borner à inscrire dans la loi le principe de la débitrice du droit de consommation et s'en remettre au Gouvernement pour l'élaboration et la publication des mesures d'exécution que la perception de ce droit comportait.

De même que l'honorable M. Woeste, qui s'est abstenu pour ce motif, votre Commission des finances regrette de voir disparaître l'exemption accordée précédemment aux petits planteurs de tabac, à ce qu'on pourrait appeler la culture familiale du tabac ; mais les nécessités budgétaires du moment sont sérieuses et, outre que cette faveur pourrait paraître un réel privilège accordé aux habitants des champs, à ceux qui ont déjà l'avantage d'un lopin de terre ou d'un jardin, vis-à-vis des ouvriers des villes et des centres industriels, la solidarité la plus complète doit exister entre tous les Belges et chacun doit apporter sa pierre grande ou petite à l'édifice de notre restauration nationale.

*
* *

L'amendement à l'article 2 (intercalation du § 5) ne vise qu'une précision, dans un but de plus grande clarté.

L'article 8, ancien, ne concernait que le transport des tabacs. Le texte est complété pour le mettre en harmonie avec les exigences issues des dispositions nouvelles sur la perception du droit de consommation.

Les articles 18 et suivants, qui se rapportent au droit de consommation, sont remplacés. Dans le nouveau chapitre sont réintroduites, légèrement amendées, les dispositions qui, dans le projet initial du Gouvernement, avaient pour but d'assurer un contrôle éclairé sur les déclarations de valeur et de réprimer les abus éventuels.

(7)

[N° 169.]

Enfin, l'addition à l'article 4 a pour but de supprimer toute contestation possible sur la légitimité des perceptions qui, depuis le 20 mars dernier, ont été effectuées, quant aux tabacs étrangers, sur la base de 50 p. c. ad valorem.

* * *

Le Projet de Loi, amendé comme l'indiquent les textes ci-annexés, paraît susceptible de rencontrer un accueil sympathique au sein des deux Chambres. Nous le soumettons dans cet esprit aux délibérations du Sénat.

Le Rapporteur,
B^{on} DE MÉVIUS.

Le Président,
PROSPER HANREZ.

Texte du projet adopté par la Chambre des Représentants.

I. — Droits d'entrée et d'accise.

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les tabacs sont fixés comme il suit :

TABACS FABRIQUÉS : 1^o Cigares et cigarettes, 700 francs les 100 kilogs.

2^o Autres, y compris les extraits de tabacs (prais), 250 francs les 100 kilogs.

TABACS NON FABRIQUÉS : 1^o Écôtés, 75 francs les 100 kilogs.

2^o Autres, y compris les côtes de tabac et les succédanés de tabac, 60 francs les 100 kilogs.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Les tabacs étrangers non fabriqués, quelles que soient leur espèce et leur qualité, sont assujettis à un droit d'accise de 80 francs par 100 kilogrammes.

Ce droit est acquitté par le débiteur des droits d'entrée, en même temps que ces derniers.

§ 2. — Les tabacs indigènes, qu'ils soient destinés à être consommés par le planteur lui-même ou par autrui, sont passibles d'un droit d'accise perçu comme suit :

a) 80 centimes par kilogramme de tabac sec récolté, lorsqu'il s'agit de tabacs provenant de cultures comprenant plus de 1,000 plants ;

b) 5 centimes par plant de tabac, si la culture comprend 1,000 plants ou moins.

I. — Invoer- en accijnsrechten.

EERSTE ARTIKEL.

De invoerrechten op tabak worden bepaald als volgt :

BEWERKTE TABAK : 1^o Sigaren en sigaretten, 700 frank per 100 kilogr.

2^o Andere, met inbegrip van de tabaksextracten (prais), 250 frank per 100 kilogr.

ONBEWERKTE TABAK : 1^o Gestripte tabak, 75 frank per 100 kilogr.

2^o Andere, met inbegrip van de tabaksstelen en tabakssurrogaten, 60 frank per 100 kilogr.

ART. 2.

§ 1. — Vreemde onbewerkte tabak, om 't even van welke soort en hoedanigheid, wordt onderworpen aan een accijnsrecht van 80 frank per 100 kilogr.

Dit recht wordt gekweten door hem, die de invoerrechten verschuldigd is, terzeldertijd als deze laatste.

§ 2. — Inlandsche tabak, zij weze bestemd om te worden verbruikt door den planter zelf of door anderen, wordt onderworpen aan een accijnsrecht, geheven als volgt :

a) 80 centiem per kilogram ingeogste droge tabak, wanneer het tabak geldt, voortkomende van beplantingen die meer dan 1,000 planten tellen ;

b) 5 centiem per tabaksplant, indien de beplanting 1,000 planten of minder telt.

Texte proposé par la Commission.

I. — Droits d'entrée et d'accise.**ARTICLE PREMIER.**

(Comme ci-contre.)

TABACS NON FABRIQUÉS : 1^o Ecôtés,
120 francs les 100 kilogs ;
2^o ...

ART. 2.

(§§ 1 à 4, comme ci-contre.)

I. — Invoer- en accijnsrechten.**EERSTE ARTIKEL.**

(Zooals hiernevens.)

ONBEWERKTE TABAK : 1^o Gestripte
tabak, 120 frank per 100 kilogr. ;
2^o ...

ART. 2.

(§§ 1 tot 4, zooals hiernevens.)

§ 3. — Dans le but de sauvegarder les intérêts du Trésor, le planteur dont la culture comprend plus de 1,000 plants de tabac est soumis à une taxe de garantie calculée à raison de 5 centimes par plant.

§ 4. — Le planteur dont la culture comprend 1,000 plants de tabac ou moins est tenu d'acquitter le droit d'accise au plus tard le 1^{er} décembre de l'année de la récolte.

§ 5. — Le paiement immédiat du droit d'accise tel qu'il est établi par les §§ 1 et 2 littéra a du présent article n'est pas exigé, si les tabacs sont déclarés sur un compte d'entrepôt fictif, d'entrepôt particulier ou de crédit à terme.

ART. 3.

§ 1. — Tout planteur de tabac est tenu de faire au bureau des accises dans le ressort duquel les terres sont situées, une déclaration de culture indiquant la situation exacte de chaque plantation et le nombre de plants qui s'y trouvent.

§ 2. — Cette déclaration doit être faite avant le 1^{er} juillet ou dans les huit jours de la plantation si celle-ci a eu lieu postérieurement à cette date; elle mentionne si le tabac récolté est destiné à la vente ou à la consommation du planteur. Le Ministre des Finances prescrit le modèle de cette déclaration.

Par exception, cette année, la dé-

§ 3. — Ter vrijwaring van de belangen der Schatkist wordt den planter, wiens beplanting meer dan 1,000 planten telt, eene waarborgtaxe opgelegd, berekend op voet van 5 centiem per plant.

§ 4. — De planter, wiens beplanting 1,000 tabaksplanten of minder telt, is gehouden het accijsrecht te betalen uiterlijk op 1 December van het jaar der inoogsting.

§ 5. — Onmiddellijke kwijting van het accijsrecht, zooals het bij §§ 1 en 2 littéra a van dit artikel is gevestigd, wordt niet vereischt, indien de tabak wordt aangegeven op eene rekening van fictief stapelhuis, van bijzonder stapelhuis of van crediet op termijn.

ART. 3.

§ 1. — Ieder tabaksplanter is gehouden, ten kantore der accijnzen, in welks gebied de gronden gelegen zijn, eene teeltaangifte te doen, welke de nauwkeurige ligging van elke planterij en het getal tabaksplanten, die zich daarop bevinden, aanduidt.

§ 2. — Deze aangifte moet gedaan worden vóór 1 Juli of binnen acht dagen na het planten, indien dit na dien datum heeft plaats gehad; zij vermeldt of de geoogste tabak bestemd is tot verkoop of tot verbruik door den planter. De Minister van Financiën schrijft het model dezer aangifte voor.

Bij uitzondering dient, dit jaar,

Remplacer le § 5 par les dispositions suivantes :

§ 5. — *En ce qui concerne le planteur dont la culture comprend plus de 1,000 plants, le droit d'accise doit être payé au moment soit de la vente, soit de la mise en consommation des tabacs par le planteur.*

§ 6. — *Le paiement immédiat du droit d'accise n'est pas exigé si les tabacs sont déclarés sur un compte d'entrepôt fictif, d'entrepôt particulier ou de crédit à terme.*

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

§ 5 te vervangen door de navolgende bepalingen :

§ 5. — *Wat betreft den planter, wiens beplanting meer dan 1,000 planten telt, moet het accijnsrecht betaald worden hetzij bij den verkoop, hetzij bij de verbruikbaarstelling der tabak door den planter.*

§ 6. — *Onmiddellijke kwijting van het accijnsrecht wordt niet vereischt, indien de tabak wordt aangegeven op eene rekening van fictief stapelhuis, van bijzonder stapelhuis of van credit op termijn.*

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

claration devra être faite dans la quinzaine qui suivra la promulgation de la loi.

§ 3. — Lorsqu'une culture est faite de telle manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obstacles empêchent de l'apercevoir de la voie publique, la déclaration doit en faire mention expresse et donner les indications voulues pour que les employés puissent trouver la plantation.

ART. 4.

§ 1^{er}. — La quantité de tabac résultant de la déclaration faite en exécution de l'article 3 est inscrite au nom du planteur dans un compte tenu par le receveur des accises. Cette quantité de tabac est calculée à raison de 1 kilogramme par 16 plants déclarés, sauf à opérer éventuellement la décharge visée au § 1^{er} de l'article 5.

Le Gouvernement peut, s'il le juge nécessaire, modifier la proportion indiquée à l'alinéa qui précède.

§ 2. — Au plus tard le 1^{er} décembre de l'année de la récolte, le planteur dont la culture comprend plus de 1,000 plants est tenu de déclarer la quantité de tabac sec réellement récoltée. La différence en plus existant éventuellement entre cette quantité et celle déjà inscrite au compte en vertu du § 1^{er}, est portée à ce compte comme prise en charge supplémentaire.

§ 3. — Une caution est exigée lorsque le montant de la taxe de garantie, augmentée éventuellement de celui des droits résultant de la prise en charge supplémentaire prévue au § 2, s'élève à plus de 100 francs.

de aangifte te worden gedaan binnen veertien dagen na de afkondiging der wet.

§ 3. — Wordt eene beplanting aldus gedaan dat afsluitingen, gewassen of andere hinderpalen beletten dezelve van op den openbaren weg te bemerken, dan moet de aangifte zulks uitdrukkelijk vermelden en de noodige aanwijzingen verstrekken opdat de beambten de planterij kunnen vinden.

ART. 4.

§ 1. — De hoeveelheid tabak, welke blijkt uit de ter uitvoering van artikel 3 gedane aangifte, wordt geboekt, op naam van den planter; in eene rekening, door den ontvanger der accijnzen gehouden. Deze hoeveelheid tabak wordt berekend op voet van 1 kilogram per 16 aangegeven planten, mits men, bij voorkomend geval, de bij § 1 van artikel 5 bedoelde afschrijving doet.

De Regeering mag, indien zij dit noodig acht, de in het voorgaande lid aangeduide verhouding wijzigen.

§ 2. — Uiterlijk op 1 December van het oogstjaar is de planter, wiens beplanting meer dan 1,000 planten telt, gehouden, de werkelijk geoogste hoeveelheid droge tabak aan te geven. Het verschil in meer, dat mocht bestaan tusschen deze hoeveelheid en diegene reeds op de rekening geboekt krachtens § 1, wordt als aanvullende aanslag op deze rekening gebracht.

§ 3. — Zekerheidstelling wordt vereischt wanneer het bedrag van de waarborgtaxe, bij voorkomend geval verhoogd met dat van de rechten, welke voortspruiten uit den aanvullenden aanslag voorzien bij § 2, 100 frank overtreft.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

§ 4. — Le compte doit être apuré au plus tard le 1^{er} août de l'année qui suit celle de la récolte.

§ 5. — Le Ministre des Finances arrête le modèle du compte, en règle la tenue et fixe la manière dont il doit être apuré.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Décharge partielle ou totale de l'impôt peut être accordée, en cas de dégâts occasionnés à la récolte.

Il en est de même lorsque le redevable a détruit lui-même sa plantation totalement ou partiellement. La partie détruite est exempte de l'impôt.

§ 2. — Le Ministre des Finances détermine les conditions à remplir et le mode à suivre pour l'obtention de cette décharge.

ART. 6.

Le tabac vert ne peut être transporté qu'en destination des séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs.

ART. 7.

Le planteur est tenu, huit jours au moins avant tout enlèvement de tabac sec du lieu de dépôt, de remettre au receveur des accises du ressort le document destiné à couvrir la sortie de la marchandise; ce document doit mentionner, entre autres, la date à laquelle l'enlèvement aura lieu.

§ 4. — De rekening moet uiterlijk op 1 Augustus van het jaar volgende op dat der inoogsting aangezuiverd worden.

§ 5. — De Minister van Financiën stelt het model der rekening vast, regelt het houden daarvan en bepaalt de manier waarop zij moet aangezuiverd worden.

ART. 5.

§ 1. — Gedeeltelijke of geheele afschrijving van de belasting mag verleend worden in geval van schade aan den oogst veroorzaakt.

Dit geldt ook wanneer de belastingsschuldige zelfs zijne planterij geheel of gedeeltelijk heeft vernield. Het vernielde gedeelte wordt van de belasting vrijgesteld.

§ 2. — De Minister van Financiën bepaalt de voorwaarden te vervullen en de regelen in acht te nemen tot het bekomen dezer afschrijving.

ART. 6.

Groene tabak mag slechts vervoerd worden met bestemming naar de drogerijen, zolders of andere bewaarplaatsen van de planters.

ART. 7.

Ten minste acht dagen vóór elken uitslag van droge tabak uit de bewaarplaats, is de planter gehouden aan den ontvanger der accijnzen van het gebied het bescheid over te leggen, dat den uitslag der koopwaar moet dekken; dit bescheid moet, onder meer, den datum vermelden, waarop de uitslag zal geschieden.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

(Zooals hiernevens.)

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

ART. 8.

Le Ministre des Finances déterminera les conditions auxquelles sont subordonnées :

a) L'admission des tabacs non fabriqués en entrepôt fictif ou en entrepôt particulier;

b) L'exportation des tabacs avec décharge de l'accise.

ART. 9.

§ 1^{er}. — Les fabricants peuvent obtenir, moyennant caution, un crédit de six mois pour le paiement de l'accise.

§ 2. — Le terme du crédit prend cours à partir du dernier jour du mois pendant lequel les documents de prise en charge ont été délivrés.

§ 3. — Le Ministre des Finances détermine les modes de prise en charge et de décharge du compte de crédit à terme.

ART. 10.

§ 1^{er}. — Les tabacs non fabriqués ne peuvent être transportés d'un endroit à un autre du royaume que sous le couvert de documents valables, consistant, suivant le cas, en acquits d'entrée, quittances d'accise, passavants, passavants à caution, délivrés au nom du destinataire de la marchandise.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures né-

ART. 8.

De Minister van Financiën bepaalt de voorwaarden waaraan zijn ondergeschikt :

a) De toelating der onbewerkte tabak in fictief of in particulier stapelhuis;

b) De uitvoer der tabak met afschrijving van den accijns.

ART. 9.

§ 1. — Mits zekerheidstelling kunnen de fabrikanten een crediet van zes maanden bekomen tot betaling van den accijns.

§ 2. — De crediettermijn gaat in op den laatsten dag van de maand waarin de bescheiden van aanslag werden verstrekt.

§ 3. — De Minister van Financiën bepaalt de wijzen van aanslag en van afschrijving der rekening van crediet op termijn.

ART. 10.

§ 1. — Onbewerkte tabak mag van de eene plaats van het Rijk naar de andere slechts vervoerd worden onder dekking van geldige bescheiden bestaande, naar het geval, uit invoerbewijzen, accijnskwijtschriften, geleibrieven, borggeleibrieven, uitgegeven ten name van den bestemming der koopwaar.

§ 2. — De Regeering wordt gemachtigd de noodige maatregelen te

ART. 8.

(Comme ci-contre.)

ART. 8.

(Zooals hiernevens.)

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 9.

(Zooals hiernevens.)

ART. 10.

Rédiger cet article comme il suit :

§ 1^{er}. — *Les tabacs non fabriqués sont assujettis au contrôle de leur emploi. Leur enlèvement, soit des bureaux d'entrée ou d'entrepôt, soit des dépôts des planteurs ou de tout autre endroit, a lieu sous le couvert de documents à caution, dont la forme, la délivrance, les délais de validité et l'apurement sont déterminés par le Ministre des Finances.*

Le document à caution est indépendant de l'acquit d'entrée ou de la quit-tance d'accise délivrée au destinataire pour les tabacs mis en consommation.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires

ART. 10.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

§ 1. — *Onbewerkte tabak wordt onderworpen aan de contrôle van het gebruik daarvan. De uitslag van zoodanige tabak, hetzij uit de invoer- of opslagkantoren, hetzij uit de opslagplaatsen der planters of uit elke andere plaats, geschiedt onder dekking van borgbescheiden, waarvan de vorm, de aflevering, de geldigheidsduur en de aanzuivering door den Minister van Financiën bepaald worden.*

Het borgbescheid is onafhankelijk van het invoerbewijs of van het accijns-kwijtschrift, aan den bestemming afgegeven voor verbruikbaar gestelde tabak.

§ 2. — De Regeering wordt gemachtigd de noodige maatregelen te

cessaires pour assurer la régularité de la détention ou du transport des tabacs non fabriqués.

treffen om de regelmatigheid van het voorhanden hebben of van het vervoer der onbewerkte tabak te verzekeren.

ART. 11.

§ 1^{er}. — Est puni d'une amende égale au décuple des droits fraudés, le redevable qui omet de faire la déclaration de culture prescrite par l'article 3 ou qui indique inexactement dans cette déclaration le nombre de plants de tabac qu'il est tenu de soumettre à l'impôt. Cette amende ne sera pas inférieure à 200 francs si la plantation est faite de manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obstacles empêchent de l'apercevoir de la voie publique.

§ 2. — Les droits dus sur les plants de tabac non déclarés sont immédiatement exigibles.

§ 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables au redevable qui, avant d'avoir fait la déclaration prescrite par l'article 3, enlève tout ou partie des plants de tabac de sa culture pour les utiliser à la consommation.

§ 4. — Si les éléments manquent pour fixer le nombre de plants enlevés, celui-ci est établi sur le pied de 300 plants par are.

ART. 11.

§ 1. — Wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der ontdoken rechten, de schatplichtige die verzuimt de bij artikel 3 voorgeschreven teeltaangifte te doen of die in deze aangifte het getal der tabaksplanten, welke hij aan de belasting moet onderwerpen, onnauwkeurig opgeeft. Deze boete bedraagt niet minder dan 200 frank, indien de beplanting derwijze is gedaan dat afsluitingen, gewassen of andere hinderpalen beletten dezelve van op den openbaren weg te bemerken.

§ 2. — De rechten verschuldigd wegens niet aangegeven tabaksplanten zijn onmiddellijk invorderbaar.

§ 3. — Voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op den schatplichtige, die, alvorens de bij artikel 3 opgelegde aangifte te hebben gedaan, al de tabaksplanten of een gedeelte der tabaksplanten van zijne teelt wegneemt om ze tot verbruik aan te wenden.

§ 4. — Ontbreken de gegevens om het getal der weggenomen planten vast te stellen, dan wordt dit berekend op voet van 300 planten per are.

pour assurer la régularité de la détention, du transport *et de l'utilisation* des tabacs non fabriqués.

Il peut fixer aussi les conditions d'aménagement des fabriques, imposer l'installation de magasins spéciaux pour le dépôt des matières premières et des produits fabriqués, prescrire la tenue de comptes, réglementer les entrées et les sorties de marchandises et, en général, arrêter les dispositions utiles en vue de la surveillance et du contrôle.

ART. 11.

(Comme ci-contre.)

treffen om de regelmatigheid van het voorhanden hebben, van het vervoer *en van de benutting* der onbewerkte tabak te verzekeren.

Zij kan ook de wijzen van inrichting der fabrieken bepalen, het oprichten van bijzondere magazijnen voor den opslag der grondstoffen en der bewerkte producten opleggen, het houden van rekeningen voorschrijven, den in- en uitslag van koopwaren regelen en, in 't algemeen, de noodige regeling voor het toezicht en de contrôle vaststellen.

ART. 11.

(Zooals hiernevens.)

ART. 12.

§ 1^{er}. — Tout transport ou toute détention de tabacs non couverts par des documents valables entraîne l'application des articles 19 et 22 à 25 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude.

§ 2. — Les substitutions, manquants, excédents ou autres irrégularités de cette nature, constatés lors de l'enlèvement des tabacs, en cours de transport ou à destination, tombent sous le coup de l'article 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit.

§ 3. — Toute contravention aux dispositions du § 2 de l'article 5 de la loi du 17 avril 1896 est punie de la confiscation des tabacs trouvés dans les magasins, fabriques ou débits, et d'une amende égale au double droit de licence exigible.

§ 4. — Si le recensement des séchoirs, des entrepôts fictifs ou des entrepôts particuliers révèle un manquant ou un excédent dépassant 20 p. c. de la balance du compte, il est dû une amende égale au décuple du droit d'accise afférent au manquant ou à l'excédent.

Toute la quantité trouvée en trop est, en outre, inscrite au débit du compte.

ART. 13.

§ 1^{er}. — Tout refus d'exercice et toute contravention pour laquelle il n'est pas édicté d'amende par une disposition spéciale de la présente loi sont punis d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

ART. 12.

§ 1. — Elk vervoer of voorhanden hebben van tabak, niet gedekt door geldige bescheiden, brengt de toepassing mede van de artikelen 19 en 22 tot 25 der wet van 6 April 1843 op de beteugeling der smokkelarij.

§ 2. — De indeplaatsstellingen, tekorten, overschotten of andere soortgelijke onregelmatigheden van dien aard, bij de wegneming van de tabak, tijdens het vervoer of ter bestemming vastgesteld, vallen onder de toepassing van artikel 25 der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer.

§ 3. — Elke overtreding van de bepalingen van § 2 van artikel 5 der wet van 17 April 1896 wordt gestraft met verbeurdverklaring van de tabak, gevonden in de magazijnen, fabrieken of slijterijen, en met eene boete gelijk aan het dubbel invorderbaar vergunningsrecht.

§ 4. — Doet de opneming in de droogeesten, fictieve of particuliere stapelhuizen een tekort of een overschot ontdekken, dat 20 t. h. van de balans der rekening overtreft, dan is eene boete verschuldigd, gelijk aan het tienvoudig bedrag van het accijnsrecht in verband met het overschot of tekort.

Gansch de te veel bevonden hoeveelheid wordt daarenboven op het debet van de rekening geboekt.

ART. 13.

§ 1. — Elke verhindering van ambtsuitoefening en elke overtreding, waarvoor geene boete wordt voorzien bij eene bijzondere bepaling dezer wet, worden gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

ART. 12.

(Comme ci-contre.)

ART. 12.

(Zooals hiernevens.)

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

ART. 13.

(Zooals hiernevens.)

§ 2. — Indépendamment des amendes encourues, les droits fraudés sont toujours exigibles ; les tabacs et éventuellement les ustensiles sont saisis et confisqués.

ART. 14.

Les personnes dénommées à l'article 231 de la loi générale du 26 août 1822 qui ont corrompu ou tenté de corrompre un employé de l'Administration, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de leurs agents ou d'un tiers, sont passibles, outre les pénalités édictées par l'article 252 du Code pénal, d'une amende de 10,000 francs au profit du Trésor.

ART. 15.

§ 1^{er}. — Les amendes ci-dessus sont doublées en cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans, alors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier procès-verbal. Il en sera de même lorsque les faits se passent dans un local non compris dans la déclaration de profession ; dans ce cas il est encouru en outre un emprisonnement de trois mois à deux ans.

§ 2. — Les dispositions des articles 229 et 231 de la loi générale précitée sont applicables, le cas échéant, aux pénalités édictées par le présent article.

ART. 16.

Toute contravention aux mesures prises soit par le Gouvernement,

§ 2. — Benevens de belooopen boeten, zijn de ontdoken rechten steeds invorderbaar ; de tabak en, bij voorkomend geval, de gereedschappen worden in beslag genomen en verbeurdverklaard.

ART. 14.

De in artikel 231 der algemeene wet van 26 Augustus 1822 opgenoemde personen, die eenen beambte van het Beheer, 't zij rechtstreeks, 't zij door bemiddeling van een hunner agenten of van eenen derde, omgekocht hebben of getracht hebben om te koopen, zijn strafbaar, buiten de straffen bij artikel 252 van het Strafwetboek vastgesteld, met eene boete van 10,000 frank ten bate der Schatkist.

ART. 15.

§ 1. — De hierboven voorziene boeten worden verdubbeld bij een tweede overtreding binnen drie jaren vastgesteld, zelfs dan wanneer de overtreder werd toegelaten, de gevolgen van het eerste proces-verbaal door een vergelijk te stuiten. Dit geldt ook, wanneer de feiten voorvallen in een lokaal, dat in de aangifte van beroep niet begrepen is ; in dit geval wordt daarenboven eene gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar toegepast.

§ 2. — De bepalingen van de artikelen 229 en 231 van voormelde algemeene wet zijn, bij voorkomend geval, toepasselijk op de straffen bij het tegenwoordig artikel opgelegd.

ART. 16.

Elke overtreding van de maatregelen getroffen, 't zij door de

ART. 14.

(Comme ci-contre.)

ART. 14.

(Zooals hiernevens.)

ART. 15.

(Comme ci-contre.)

ART. 15.

(Zooals hiernevens.)

ART. 16.

(Comme ci-contre.)

ART. 16.

(Zooals hiernevens.)

soit par le Ministre des Finances, en exécution des prescriptions de la présente loi et non spécialement visée est punie d'une amende de 200 à 2,000 francs.

ART. 17.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux infractions prévues par la présente loi.

II. — Droits proportionnels de consommation sur les tabacs fabriqués.

ART. 18.

§ 1^{er}. — Indépendamment des droits établis par la présente loi, les tabacs fabriqués étrangers ou indigènes sont soumis à un droit proportionnel de consommation fixé comme il suit, d'après les prix de vente au détail :

a) *Cigares* :

1^{re} catégorie, jusque fr. 0-20 à la pièce : 1 centime par pièce ;

2^e catégorie, plus de fr. 0-20 jusque fr. 0-30 : 2 centimes par pièce ;

3^e catégorie, plus de fr. 0-30 jusque fr. 0-45 : 4 centimes par pièce ;

4^e catégorie, plus de fr. 0-45 jusque fr. 0-70 : 6 centimes par pièce ;

5^e catégorie, plus de fr. 0-70 jusque fr. 0-95 : 8 centimes par pièce ;

6^e catégorie, plus de fr. 0-95 jusque fr. 1-50 : 10 centimes par pièce ;

7^e catégorie, plus de fr. 1-50 : 20 centimes par pièce.

Regeering, 't zij door den Minister van Financiën, ter uitvoering van de voorschriften dezer wet, en niet bijzonder voorzien, wordt gestraft met eene boete van 200 tot 2,000 frank.

ART. 17.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

II. — Evenredige verbruiksrechten op bewerkte tabak.

ART. 18.

§ 1. — Onverminderd de bij deze wet gevestigde rechten wordt vreemde of inlandsche bewerkte tabak onderworpen aan een evenredig verbruiksrecht vastgesteld als volgt, naar de verkoopprijzen in 't klein :

a) *Sigaren* :

1^{ste} klasse, tot fr. 0-20 per stuk :

1 centiem per stuk ;

2^e klasse, boven fr. 0-20 tot 0-30 :

2 centiem per stuk ;

3^e klasse, boven fr. 0-30 tot 0-45 :

4 centiem per stuk ;

4^e klasse, boven fr. 0-45 tot 0-70 :

6 centiem per stuk ;

5^e klasse, boven fr. 0-70 tot 0-95 :

8 centiem per stuk ;

6^e klasse, boven fr. 0-95 tot 1-50 :

10 centiem per stuk ;

7^e klasse, boven fr. 1-50 : 20 centiem per stuk.

ART. 17.

(Comme ci-contre.)

**II. — Droits de consommation
sur les tabacs fabriqués.**Remplacer le texte de ce chapitre
par le suivant :

ART. 18.

*Indépendamment des droits d'entrée
et d'accise fixés par les articles 1 et 2,
les tabacs fabriqués étrangers ou indi-
gènes sont soumis à un droit de con-
sommation de 15 p. c. ad valorem.*

ART. 19.

*Le droit de consommation doit être
acquitté, pour les tabacs fabriqués
étrangers, au moment de leur dédoua-
nement et, pour les tabacs fabriqués
indigènes, au moment de leur enlève-
ment des usines de production.***Tabacs étrangers.**

ART. 20.

(Ex-art. 1^{er}, deuxième alinéa
amendé, du projet initial du Gouver-
nement.)*Pour les tabacs fabriqués étrangers,*

ART. 17.

(Zooals hiernevens.)

**II. — Verbruiksrechten op
bewerkte tabak.**Den tekst van dit hoofdstuk te
vervangen door den volgende tekst :

ART. 18.

*Onverminderd de invoer- en accijns-
rechten, bij de artikelen 1 en 2 vast-
gesteld, wordt vreemde of inlandsche
bewerkte tabak onderworpen aan een
verbruiksrecht van 15 t. h. der waarde.*

ART. 19.

*Het verbruiksrecht moet worden be-
taald, voor vreemde bewerkte tabak,
bij het vertollen daarvan en, voor
inlandsche bewerkte tabak, bij den
uitslag uit de productiefabrieken.***Vreemde tabak.**

ART. 20.

(Vroeger art. 1, gewijzigd § 2,
van het eerste ontwerp der Regee-
ring.)*Voor vreemde bewerkte tabak wordt*

b) *Cigarillos* :

1^{re} catégorie, jusque fr. 0-50 le paquet de 10 : 5 francs le mille ;

2^e catégorie, plus de fr. 0-50 à 0-75 le paquet de 10 : 10 francs le mille ;

3^e catégorie, au delà de fr. 0-75 le paquet de 10 : 20 francs le mille.

Sont considérés comme cigarillos les menus cigares dont le poids est inférieur à 3 kilogrammes par 1,000 pièces. Ces produits ne peuvent être emballés qu'en carton ou papier à l'exclusion du bois ou du métal.

c) *Cigarettes* :

le mille.

1^{re} catégorie, jusque 2 centimes pièce fr. 1-00

2^e catégorie, de 2 à 3 centimes la pièce. 2 »

3^e catégorie, plus que 3 jusque 5 centimes la pièce . . . 4 »

4^e catégorie, plus de 5 jusque 7 centimes la pièce 6 »

5^e catégorie, plus de 7 jusque 10 centimes la pièce. . . . 10 »

6^e catégorie, au delà de 10 centimes la pièce 20 »

d) *Tabac à fumer* :

le kilog.

1^{re} catégorie, jusque 5 francs le kilo. fr. 0 50

2^e catégorie, de 5 à 8 francs le kilo 0 80

3^e catégorie, de 8 à 12 francs le kilo. 1 »

4^e catégorie, au delà de 12 francs le kilo 1 50

e) *Tabac à mâcher* :

Une seule classe, fr. 0-50 au kilo.

f) *Tabac à priser* :

Une seule classe, fr. 0-50 au kilo.

§ 2. — Le prix de vente au détail comprend la valeur de la marchandise ainsi que le droit proportionnel de consommation.

b) *Cigarillos* :

1^{ste} classe : tot fr. 0-50 het pakje van 10 : 5 frank per duizend ;

2^e classe : boven fr. 0-50 tot 0-75 het pakje van 10 : 10 frank per duizend ;

3^e classe : boven fr. 0-75 het pakje van 10 : 20 frank per duizend.

Worden beschouwd als cigarillos de kleine sigaren waarvan het gewicht minder is dan 3 kilogr. per 1,000 stuks. Deze producten mogen enkel in karton of papier verpakt worden, met uitsluiting van hout of metaal.

c) *Sigaretten* :

per duizend.

1^{ste} klasse : tot fr. 0-50 het pakje van 25 fr. 1-00

2^e klasse : van 2 tot 3 centiem het stuk 2 »

3^e klasse : boven 3 tot 5 centiem het stuk. 4 »

4^e klasse : boven 5 tot 7 centiem het stuk. 6 »

5^e klasse : boven 7 tot 10 centiem het stuk. 10 »

6^e klasse : boven 10 centiem het stuk 20 »

d) *Rooktabak* :

per kilog.

1^e klasse : tot 5 frank per kilo fr. 0 50

2^e klasse : van 5 tot 8 frank per kilo 0 80

3^e klasse : van 8 tot 12 frank per kilo 1 »

4^e klasse : boven 12 frank per kilo 1 50

e) *Pruimtabak* :

Ééne klasse : fr. 0-50 per kilo.

f) *Snuiftabak* :

Ééne klasse : fr. 0-50 per kilo.

§ 2. — In den verkoopprijs in 't klein zijn begrepen de waarde van de waar en het evenredig verbruiksrecht.

le droit de consommation est calculé sur la valeur normale des produits, tous frais compris jusqu'au moment du dédouanement.

ART. 21.

(Ex-art. 2 du projet initial du Gouvernement.)

§ 1^{er}. — *La valeur mentionnée dans la déclaration doit être justifiée :*

1^o *Sauf les exceptions que le Ministre des Finances juge convenir, par la production d'une copie de la facture se rapportant aux tabacs importés, cette copie devant être certifiée conforme par l'expéditeur et par le destinataire, même quand celui-ci charge un mandataire des formalités de dédouanement.*

2^o *Si la douane le requiert, par l'exhibition de la facture originale et, au besoin, par celle des livres et correspondances commerciales, tant du déclarant que, le cas échéant, du destinataire. Toutefois, les recherches dans les livres ou correspondances ne peuvent avoir lieu que sur autorisation spéciale du Directeur provincial des contributions directes, douanes et accises, et par les soins de fonctionnaires du grade de contrôleur au moins.*

§ 2. — *Même après la libération des marchandises et pendant un an à partir de la date de la déclaration, les recherches dans les livres et correspondances peuvent être effectuées par l'Administration et ce avec les mêmes effets, au regard des pénalités édictées par l'article 22, que si elles avaient été pratiquées au cours du dédouanement.*

§ 3. — *Celui qui est obligé légale-*

het verbruiksrecht berekend naar de normale waarde der producten, met inbegrip van alle kosten tot op het oogenblik der vertolling.

ART. 21.

(Vroeger art. 2 van het eerste ontwerp der Regeering.)

§ 1. — *De waarde vermeld in de aangifte dient te worden bewezen :*

1^o *Behoudens de uitzonderingen welke de Minister van Financiën noodig acht, door overlegging van een afschrift der rekening die op de ingevoerde tabak betrekking heeft ; dit afschrift dient eensluidend te worden verklaard door den afzender en door den bestemmeling, zelfs wanneer deze eenen gevolmachtigde met de pleegvormen der vertolling belast ;*

2^o *Indien de toldienst het vereischt, door voorlegging der oorspronkelijke rekening en, desnoods, door die der boeken en briefwisseling van koophandel, zoowel van den aangever als, bij voorkomend geval, van den bestemmeling. Nasporingen in de boeken of briefwisseling mogen echter alleen gedaan worden mits bijzondere machtiging door den Provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, en door het toedoen van ambtenaren hebbende ten minste den graad van controleur.*

§ 2. — *Zelfs nadat de goederen zijn vrijgegeven en gedurende één jaar ingaande met de dagteekening der aangifte kunnen de nasporingen in de boeken en briefwisseling door het Bestuur worden gedaan, en wel met dezelfde gevolgen, ten aanzien van de bij artikel 22 bepaalde straffen, als of zij tijdens de vertolling plaats grepen.*

§ 3. — *Hij, die wettelijk verplicht is*

ART. 19.

§ 1^{er}. — Le droit proportionnel établi par l'article précédent est perçu au moyen de bandelettes de garantie apposées sur les emballages par le fabricant ou par l'importateur.

§ 2. — Le Ministre des Finances prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer la perception du droit et pour régler le mode d'emballage et de vente des produits.

§ 3. — Les bandelettes n'ayant pas été employées et appliquées conformément aux dispositions de la présente loi sont considérées comme ayant perdu leur valeur.

ART. 20.

Les produits fabriqués ne peuvent sortir de la fabrique que dans des emballages soigneusement fermés et revêtus de la bandelette de garantie. Les tabacs doivent être emballés dans la fabrique même où ils ont été fabriqués. Les exceptions sont déterminées par le Ministre des Finances.

Les emballages doivent indiquer l'espèce, la quantité et le prix de vente au détail des produits fabriqués, ainsi que l'indication du fabricant.

ART. 21.

Aux produits importés sur lesquels ne figurent pas les indications de prix dont il s'agit à l'article 20,

ART. 19.

§ 1. — Het evenredig recht, door het voorgaande artikel vastgesteld, wordt geheven door middel van zekerheidsbandjes, door den fabrikant of den invoerder op de verpakking aangebracht.

§ 2. — De Minister van Financiën neemt de noodige uitvoeringsmaatregelen om de heffing van het recht te verzekeren en de wijze van inpakking en van verkoop der producten te regelen.

§ 3. — De bandjes, die niet werden gebruikt en aangebracht overeenkomstig de bepalingen dezer wet, worden geacht alle waarde te hebben verloren.

ART. 20.

De bewerkte producten mogen uit de fabriek slechts weggenomen worden in goed gesloten pakken, waarop het zekerheidsbandje is aangebracht. De tabak moet ingepakt worden in de fabriek zelve, waar zij werd bewerkt. De uitzonderingen worden door den Minister van Financiën bepaald.

De soort, de hoedanigheid en de verkoopprijs in 't klein van de bewerkte producten, alsmede de aanduiding van den fabrikant moeten op de verpakking vermeld worden.

ART. 21.

Op de ingevoerde producten, waarop de bij artikel 20 bedoelde prijsopgaven niet voorkomen, worden

ment à tenir une comptabilité et des livres est présumé les avoir en sa possession.

eene comptabiliteit en boeken te houden, wordt geacht dezelve in zijn bezit te hebben.

ART. 22.

(Ex-art. 3 du projet initial du Gouvernement.)

§ 1^{er}. — *A défaut par les intéressés de produire les justifications ou de laisser effectuer les recherches visées à l'article 21, la douane peut suspendre l'accomplissement des formalités et, au besoin, faire placer les marchandises, comme si elles n'étaient pas déclarées, sous le régime du chapitre XII de la loi générale du 26 août 1822.*

§ 2. — *Si l'Administration établit, au moyen d'éléments certains, que la copie de facture dont il est question à l'article 21 ne correspond pas à l'original ou que le destinataire s'est entendu avec le vendeur pour fixer des prix fictifs dans le but d'induire la douane en erreur, la confiscation de la marchandise est prononcée.*

En outre, le destinataire, ainsi que son mandataire éventuel si celui-ci s'est rendu complice de son commettant, encourrent une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et, solidairement, une amende égale au décuple des droits fraudés.

Les peines prévues à l'alinéa qui précède sont encourues par le mandataire s'il s'est livré, à son profit exclusif et à l'insu de son commettant, à des manœuvres frauduleuses en vue d'altérer ou de dissimuler la valeur exacte à comprendre dans la déclaration.

ART. 22.

(Vroeger art. 3 van het eerste ontwerp der Regeering.)

§ 1. — *Worden de bewijsstukken door de belanghebbenden niet verstrekt of laten deze de bij artikel 21 bedoelde nasporingen niet verrichten, dan kan de toldienst de vervulling der pleegvormen schorsen en, desnoods, de koopwaren, alsof zij niet aangegeven waren, doen stellen onder regiem van hoofdstuk XII der algemeene wet van 26 Augustus 1822.*

§ 2. — *De koopwaar wordt verbeurd-verklaard, wanneer het Bestuur, door middel van stellige gegevens, bewijst dat het rekeningsafschrift, waarvan sprake in artikel 21, niet met het oorspronkelijk stuk overeenstemt of dat de bestemming zich met den verkooper heeft verstaan om verzonnen prijzen vast te stellen tot misleiding van den toldienst.*

Bovendien worden de bestemming, alsmede zijn mogelijke gevolmachtigde, indien deze zich met zijnen lastgever medeplichtig heeft gemaakt, gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand en, hoofdelijk, met eene geldboete gelijk aan tienmaal de ontdoken rechten.

De gevolmachtigde wordt gestraft met de bij het vorig lid voorziene straffen, wanneer hij, uitsluitend ten eigen bate en buiten medeweten van zijnen lastgever, bedrieglijke handelingen heeft verricht om de juiste, in de aangifte aan te duiden waarde te vervalschen of te verhelen.

seront appliqués les taux maxima prévus par l'article 18, sauf les exceptions à déterminer par l'Administration.

ART. 22.

§ 1^{er}. — Les produits ne peuvent être emballés et emmagasinés que dans les locaux mêmes qui y sont affectés. Les entrées et sorties doivent être consignées dans un registre spécial qui doit être tenu soigneusement et être en tout temps à la disposition des agents de la surveillance. Les quantités en magasin seront contrôlées de temps en temps par l'Administration.

§ 2. — Le Ministre des Finances détermine le modèle et la tenue du registre visé au paragraphe précédent et règle le mode de surveillance de l'usine.

ART. 23.

Quiconque se livre au commerce ou au débit des tabacs, doit en faire la déclaration préalable au receveur des accises du ressort. Il doit permettre aux agents de la surveillance de contrôler, pendant les heures habituelles d'ouverture de l'établissement, les tabacs en magasin et de se rendre compte si ces produits sont régulièrement pourvus de la bandelette prescrite. L'Administration peut exiger que des extraits de la présente loi soient affichés de façon apparente dans les locaux de l'intéressé.

de bij artikel 18 voorziene maximumbedragen toegepast, behoudens de uitzonderingen door het Beheer te bepalen.

ART. 22.

§ 1. — De producten mogen slechts ingepakt en opgeslagen worden in de daartoe bestemde lokalen. Al wat in- en uitgaat moet aangeteekend worden in een bijzonder register, dat zorgvuldig moet bijgehouden worden en te allen tijde ter beschikking van de toezichthoudende agenten zijn moet. De hoeveelheden in magazijn worden van tijd tot tijd door het Beheer nagegaan.

§ 2. — De Minister van Financiën bepaalt het model en het houden van het in de vorige paragraaf bedoeld register en regelt de wijze van toezicht op de fabriek.

ART. 23.

Alwie tabak verhandelt of slijt, moet daarvan vooraf aangifte doen bij den ontvanger der accijnzen van de omschrijving. Hij moet aan de met het toezicht belaste beampten toelaten, binnen de uren waarop de inrichting gewoonlijk open is, na te gaan welke tabak in magazijn is en of deze producten regelmatig van het voorgeschreven bandje zijn voorzien. Het Beheer kan eischen dat uittreksels uit deze wet in de lokalen van den belanghebbende op zichtbare wijze aangeplakt worden.

ART. 23.

(Ex-art. 4 du projet initial du
Gouvernement.)

Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

La demande de l'administration est notifiée par écrit au déclarant par le contrôleur des douanes.

ART. 24.

(Ex-art. 5 du projet initial du
Gouvernement.)

§ 1^{er}. — *L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus.*

§ 2. — *Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 p. c. de la valeur primitivement déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende qui ne peut dépasser le quintuple des droits fraudés.*

ART. 25.

(Ex-art. 6 du projet initial du
Gouvernement.)

Si l'importateur refuse de souscrire, dans les cinq jours après la notification prévue par l'article 23, la déclaration supplémentaire réclamée, le litige est porté devant le collège créé par l'article 26.

ART. 23.

(Vroeger art. 4 van het eerste ontwerp
der Regeering.)

Wordt de aangegeven waarde door den toldienst te laag geacht, zoo heeft deze het recht, een aanvullende aangifte te vorderen ten beloope van de waarde vastgesteld door gemelden dienst.

De controleur der douanen geeft den aangever schriftelijk bericht van de vordering van het Beheer.

ART. 24.

(Vroeger art. 5 van het eerste ontwerp
der Regeering.)

§ 1. — *De invoerder, die de gevorderde aanvullende aangifte ondertee kent, betaalt onmiddellijk de verschuldigde hoogere rechten.*

§ 2. — *Geene straf wordt tegen hem uitgesproken, indien de waardeverhoging niet 10 t. h. van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval, is hij strafbaar met eene geldboete, die het vijfvoudig bedrag der ontdoken rechten niet mag overschrijden.*

ART. 25.

(Vroeger art. 6 van het eerste ontwerp
der Regeering.)

Wanneer de invoerder weigert, binnen vijf dagen na de bij artikel 23 voorziene kennisgeving de gevorderde aanvullende aangifte te onderteekenen, wordt het geschil gebracht voor het college ingesteld bij artikel 26.

ART. 24.

Les bandelettes doivent rester apposées sur les emballages jusqu'au moment de l'ouverture de ceux-ci et les traces doivent en demeurer visibles tant que dure la vente. Les emballages ouverts, totalement ou partiellement vides, ne peuvent être remplis à nouveau. La vente à la pièce ne peut se faire, que si les produits sont puisés dans les emballages originaux.

Aucun emballage vide ayant déjà servi ne peut se trouver dans un local destiné soit à la fabrication, soit au dépôt, soit au débit d'un tabac soumis au droit de consommation.

Quiconque recevra des paquets ou caisses qui ne seraient pas emballés et pourvus de la bandelette dans la forme prescrite devra en donner avis endéans les trois jours à l'Administration.

ART. 24.

De bandjes moeten op de verpakking vast blijven tot deze geopend wordt en de sporen ervan moeten, zoolang de verkooping duurt, zichtbaar blijven. Geopende, geheel of gedeeltelijk ledige verpakkingen mogen niet opnieuw gevuld worden. Stuksgewijze verkoop mag alleen dan geschieden wanneer de producten uit de oorspronkelijke verpakkingen worden genomen.

Geen ledige reeds gediend hebbende verpakking mag zich bevinden in een lokaal bestemd hetzij tot het bewerken, hetzij tot het bewaren, hetzij tot het slijten van aan het verbruiksrecht onderworpen tabak.

Alwie pakken of kisten ontvangt, welke niet verpakt noch van het bandje op de voorgeschreven wijze voorzien zijn, moet daarvan binnen drie dagen aan het Beheer kennis geven.

ART. 26.

(Ex-art. 7 du projet initial du
Gouvernement.)

§ 1^{er}. — *Il est institué, dans chacun des chefs-lieux de province, un collège d'expertise chargé de statuer, en cas de litige, sur la valeur des tabacs importés.*

Des échantillons cachetés par le déclarant et par la douane lui sont soumis, avec le procès-verbal de la contestation et le mémoire ou toutes pièces justificatives que la douane ou l'importateur ont la faculté d'y joindre.

§ 2. — *Le collège est composé de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane du chef-lieu.*

Si les experts ne se mettent pas d'accord sur la fixation de la valeur des tabacs, il est adjoint au collège un juge consulaire, à désigner par le Président du Tribunal de commerce sur requête du chef local de la douane.

§ 3. — *Les experts doivent être choisis en tenant compte des restrictions spécifiées par les articles 44, 283 et 310 du Code de procédure civile.*

§ 4. — *Avant d'entrer en fonctions, les experts prêtent, devant le Président du Tribunal de première instance, le serment suivant :*

« Je jure de me prononcer sur les affaires qui me sont soumises en toute conscience, sans acception de personne et d'après les dispositions de la loi et de garder le secret sur toutes constatations se rattachant aux litiges. »

ART. 26.

(Vroeger art. 7 van het eerste ontwerp
der Regeering.)

§ 1. — *In elke provinciehoofdplaats wordt een college van schatting ingesteld dat, in geval van geschil, gelast is uitspraak te doen over de waarde der ingevoerde tabak.*

Monsters, gezegeld door den aangever en door den toldienst, worden aan dit college voorgelegd met het proces-verbaal van het geschil en met de memorie of alle bewijsstukken welke de toldienst of de invoerder de vrijheid hebben daarbij te voegen.

§ 2. — *Het college is samengesteld uit twee deskundigen aangewezen, de eene, door den aangever en, de andere, door den plaatselijken toloverste der hoofdplaats.*

Wanneer de deskundigen het niet eens worden over de waardebepaling der tabak, wordt aan het college een handelsrechter toegevoegd ; deze wordt, op verzoek van den plaatselijken toloverste, door den Voorzitter der Rechtbank van Koophandel aangewezen.

§ 3. — *De deskundigen dienen te worden gekozen met inachtneming van de voorbehoudingen bepaald bij de artikelen 44, 283 en 310 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.*

§ 4. — *Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de deskundigen, in handen van den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, den volgenden eed af :*

« Ik zweer, over de zaken, die aan mijne beoordeeling worden onderworpen, naar mijn geweten, zonder aanzien des persoons en volgens de bepalingen der wet uitspraak te doen en omtrent al wat in verband met de geschillen bekend mocht worden, het geheim te bewaren. »

Un arrêté royal fixe la rémunération des experts.

§ 5. — *Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.*

Quand une déclaration comprend différents postes sujets à contestations et qu'il y est attribué par le collège des estimations différentes, les unes favorables, les autres défavorables à chacune des parties, les frais sont répartis à charge de l'une et de l'autre au prorata des valeurs admises.

ART. 27.

(Ex-art. 8 du projet initial du Gouvernement.)

§ 1^{er}. — *Si le collège constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci, sauf le cas où la marchandise a été libérée sous caution conformément aux dispositions de l'article 30, une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822, calculée au prorata du nombre de jours courant à partir de la date de la notification dont il est question à l'article 23.*

§ 2. — *En cas de déclaration inexacte, les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par le collège.*

§ 3. — *Si, d'après la décision intervenue, la valeur des marchandises excède de 10 p. c. ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende qui ne peut dépasser le décuple des droits fraudés.*

§ 4. — *Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 p. c.*

Een koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der deskundigen.

§ 5. — *De kosten van schatting zijn ten laste van de verliezende partij.*

Wanneer eene aangifte verschillende posten behelst, omtrent welke geschil is, en daaraan door het collège verschillende waarden worden toegekend, zijnde de eene voordeelig, de andere nadeelig aan elk der partijen, worden de kosten verdeeld ten laste van de eene en van de andere partij naar evenredigheid van de aangenomen waarden.

ART. 27.

(Vroeger art. 8 van het eerste ontwerp der Regeering.)

§ 1. — *Indien door het college wordt vastgesteld dat de waarde, door den invoerder aangegeven, juist is, wordt aan laatstgemelde, behoudens wanneer de koopwaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 mits zekerheidstelling vrijgegeven werd, eene vergoeding voor oponthoud toegekend op grond van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus 1822, berekend naar verhouding van het getal dagen ingaande met de dagteekening der kennisgeving, waarvan sprake onder artikel 23.*

§ 2. — *In geval van onjuiste aangifte worden de invoerrechten geheven van de waarde door het college bepaald.*

§ 3. — *Indien, volgens de gegeven beslissing, de waarde der goederen met 10 t. h. of meer de aangegeven waarde overschrijdt, is de invoerder strafbaar met eene boete die het tienvoudig bedrag der ontdoken rechten niet mag te boven gaan.*

§ 4. — *Geene boete wordt toegepast, wanneer de te weinig aangegeven waarde niet 10 t. h. bereikt.*

ART. 28.

(Ex-art. 9 du projet initial du
Gouvernement.)

Le collège doit rendre sa décision dans les quinze jours de la naissance du litige quand les experts ont seuls à intervenir, et dans les trente jours lorsque, par suite de désaccord entre les experts, un juge consulaire doit être appelé comme arbitre.

ART. 29.

(Ex-art. 10 du projet initial du
Gouvernement.)

§ 1^{er}. — *Les amendes dont il est question aux articles 24 et 27 sont fixées en rapport avec la gravité des faits par le Ministre des Finances ou, dans les limites qu'il fixe, par le Directeur provincial, le recours en ce qui concerne la pénalité demeurant ouvert aux importateurs devant un Conseil du contentieux institué auprès du Département des Finances.*

§ 2. — *Le Conseil du contentieux est composé d'un président choisi parmi les magistrats de la Cour d'appel de Bruxelles, d'un négociant en tabacs désigné par le Tribunal de commerce de la même ville et d'un fonctionnaire du Département des Finances.*

Les décisions du Conseil sont souveraines.

Un arrêté royal fixe la rémunération des membres du Conseil du contentieux.

ART. 28.

(Vroeger art. 9 van het eerste ontwerp
der Regeering.)

Het college moet zijne beslissing uitbrengen binnen vijftien dagen na het ontstaan van het geschil, wanneer de deskundigen alleen moeten tusschenkomen, en binnen dertig dagen, wanneer, ten gevolge van oneenigheid tusschen de deskundigen, een handelsrechter als scheidsman moet aangesteld worden.

ART. 29.

(Vroeger art. 10 van het eerste ontwerp
der Regeering.)

§ 1. — *De boeten, waarvan sprake in de artikelen 24 en 27, worden, volgens de gewichtigheid der zaak, vastgesteld door den Minister van Financiën of, binnen de door hem bepaalde grenzen, door den Provincialen Bestuurder; de invoerders zijn gerechtigd om in beroep te komen, wat betreft de straf, voor eenen Raad voor Bestwiste Zaken, ingesteld bij het Ministerie van Financiën.*

§ 2. — *De Raad voor Bestwiste Zaken bestaat uit eenen voorzitter gekozen onder de magistraten van het Hof van Beroep te Brussel, uit eenen tabakshandelaar aangewezen door de Rechtbank van Koophandel derzelfde stad en uit eenen ambtenaar van het Departement van Financiën.*

De beslissingen van den Raad zijn niet vatbaar voor beroep.

Een koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der leden van den Raad voor Bestwiste Zaken.

ART. 30.

(Ex-art. 11 du projet initial du
Gouvernement.)

Moyennant caution fournie à la satisfaction du receveur des douanes pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer de tout ou partie des tabacs en litige. Toutefois, cette autorisation n'est accordée que si la valeur peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises.

ART. 31.

(Ex-art. 12 du projet initial du
Gouvernement.)

§ 1^{er}. — *En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision du collège, et sauf opposition signifiée dans le même délai au Directeur provincial en vue du recours visé dans la finale de l'article 29, les marchandises peuvent être vendues par la douane.*

Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué dans les cinq jours le paiement du surplus des droits dus, et le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — *Le produit de la vente, après déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant droit pendant trois années à partir du jour de la vente.*

§ 3. — *Si le solde disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.*

ART. 30.

(Vroeger art. 11 van het eerste ontwerp der Regeering.)

Mits zekerheidstelling ten genoegen van den tolontvanger voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de bij voorkomend geval verschuldigde boete, kan aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk te beschikken over de tabak, waarover geschil is. Echter, die toelating wordt alleen dan verleend, wanneer de waarde kan worden bepaald, hetzij volgens monsters, hetzij op zicht van een gedeelte slechts der goederen.

ART. 31.

(Vroeger art. 12 van het eerste ontwerp der Regeering.)

§ 1. — *In geval van niet-betaling der aanvullende rechten, der boete en der kosten, uiterlijk binnen vijf dagen na de kennisgeving der beslissing van het college, en behoudens verzet beteekend binnen hetzelfde tijdsbestek aan den Provincialen Bestuurder met het oog op het beroep bedoeld bij de slotbepaling van artikel 29, kunnen de koopwaren door den toldienst verkocht worden.*

Hetzelfde geldt, indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben ondertekend, de verschuldigde verhoogde rechten en, bij voorkomend geval, de boete binnen vijf dagen niet heeft betaald.

§ 2. — *De opbrengst van den verkoop, na aftrek der aanvullende rechten, der boete en der kosten, wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den recht-hebbende gehouden.*

§ 3. — *Indien het beschikbaar saldo binnen de bepaalde tijdruimte niet wordt opgevorderd, komt het onherroepelijk aan de Schatkist ten goede.*

ART. 25.

§ 1^{er}. — Seront considérés comme fraude du droit proportionnel de consommation et punis comme tels, notamment les faits suivants :

a) Si les produits soumis au droit proportionnel ont été expédiés de la fabrique sans avoir été emballés et pourvus de la bandelette conformément aux prescriptions de la présente loi ;

b) Si des emballages pourvus de la bandelette ont été remplis à nouveau après avoir été vidés même partiellement ;

c) S'il est constaté que des tabacs fabriqués sont détenus ou transportés sans emballage régulier muni de la bandelette de garantie ;

d) S'il est usé de manœuvres quel-

ART. 25.

§ 1. — Worden geacht ontduiking van het evenredig verbruiksrecht te zijn en als zoodanig gestraft, namelijk de volgende feiten :

a) Indien de aan het evenredig recht onderworpen producten uit de fabriek werden verzonden zonder te zijn verpakt noch voorzien van het bandje overeenkomstig de voorschriften dezer wet ;

b) Indien met het bandje bekleede verpakkingen opnieuw gevuld werden, na zelfs gedeeltelijk leeggemaakt te zijn geweest ;

c) Indien bevonden wordt dat bewerkte tabak voorhanden is of vervoerd wordt zonder regelmatige verpakking voorzien van het zekerheidsbandje ;

d) Indien om 't even welke prak-

Tabacs indigènes.**ART. 32.**

Sur les tabacs fabriqués indigènes, le droit de consommation est calculé sur la valeur normale des produits au moment de l'enlèvement des usines.

ART. 33.

Est rendu applicable aux tabacs fabriqués indigènes, le système de vérification et de répression des fausses déclarations établi par les articles 21 à 31 de la présente loi à l'égard des tabacs fabriqués étrangers, les fabricants étant assimilés dans ce cas aux importateurs, tandis que l'action administrative est dévolue tant aux agents des accises que de la douane.

ART. 34.

(Ex-art. 25 et 26, amendés, du projet soumis au Sénat.)

§ 1^{er}. — *En cas de fraude reconnue ayant pour but de soustraire les tabacs à l'application du droit de consommation, le délinquant est puni d'une amende correspondant au quadruple de la valeur des droits fraudés avec minimum de 50 francs pour chaque cas; de plus, il devra acquitter les droits fraudés.*

Si le montant des droits détournés ne peut être établi, le délinquant est passible d'une amende variant entre 50,000 et 100,000 francs.

§ 2. — *Les complices de la fraude ou ceux qui l'auront favorisée, sont passibles des mêmes pénalités que celles édictées contre les auteurs principaux.*

Inlandsche tabak.**ART. 32.**

Voor inlandsche bewerkte tabak wordt het verbruiksrecht berekend naar de normale waarde der producten bij den uitslag uit de fabrieken.

ART. 33.

Op inlandsche bewerkte tabak is mede van toepassing het stelsel van onderzoeken beteugeling der valsche aangiften, bij de artikelen 21 tot 31 dezer wet voorzien ten aanzien van vreemde bewerkte tabak; in dit geval worden de fabrikanten met de invoerders gelijkgesteld, terwijl de accijnsbeambten evenals de tolbeambten namens het bestuur optreden.

ART. 34.

(Gewijzigde vroegere artikelen 25 en 26 van het ontwerp, aan den Senaat voorgelegd.)

§ 1. — *In geval van vastgeteld bedrog, hebbende ten doel de tabak te onttrekken aan de toepassing van het verbruiksrecht, wordt de overtreder gestraft met eene boete, bedragende viermaal de waarde der ontdoken rechten, met een minimum van 50 frank voor elk geval; daarenboven moet hij de ontdoken rechten betalen.*

Kan het bedrag der ontdoken rechten niet worden vastgesteld, dan is de overtreder strafbaar met eene boete van 50,000 frank tot 100,000 frank.

§ 2. — *De medeplichtigen aan het bedrog of zij, die het bevorderden, zijn strafbaar met dezelfde straffen als die voorzien tegen de voornaamste daders.*

conques ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit.

§ 2. — En cas de fraude reconnue, le délinquant est puni d'une amende correspondant au quadruple de la valeur des droits fraudés avec minimum de 50 francs pour chaque cas. De plus, il devra acquitter les droits fraudés.

Si le montant des droits détournés ne peut être établi, le délinquant est passible d'une amende variant entre 50 et 100,000 francs.

§ 3. — Les complices de la fraude ou ceux qui l'auront favorisée, sont passibles des mêmes pénalités que celles édictées contre les auteurs principaux de la fraude.

ART. 26.

En cas de récidive de fraude, la peine encourue précédemment sera doublée.

En cas de nouvelle récidive, le délinquant pourra encourir une peine de un à trois ans de prison.

ART. 27.

Les produits qui n'auraient pas été emballés et pourvus de la bandelette comme il est prescrit sont confisqués.

ART. 28.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et, en cas de récidive, de un à trois ans celui qui aura employé des bandelettes fausses

tijken worden aangewend, die ten doel hebben de belastbare producten aan de toepassing van het recht te onttrekken.

§ 2. — In geval van vastgesteld bedrog wordt de overtreder gestraft met eene boete, bedragende viermaal de waarde der ontdoken rechten, met minimum van 50 frank voor elk geval. Daarenboven moet hij de ontdoken rechten betalen.

Kan het bedrag der ontdoken rechten niet worden vastgesteld, dan is de overtreder strafbaar met eene boete van 50 frank tot 100,000 frank.

§ 3. — De medeplichtigen aan het bedrog of zij die het bevorderden, zijn strafbaar met dezelfde straffen als die voorzien tegen de voornaamste daders van het bedrog.

ART. 26.

Bij herhaling van bedrog wordt de vroeger toegepaste straf verdubbeld.

Bij nieuwe herhaling kan de overtreder worden gestraft tot eene gevangenisstraf van één tot drie jaren.

ART. 27.

De producten, welke niet werden verpakt noch op de voorgeschreven wijze voorzien van het bandje, kunnen verbeurdverklaard worden.

ART. 28.

Met eene gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en, in geval van herhaling, van een tot drie jaar wordt gestraft hij, die valsche of vervalschte

§ 3. — *En cas de récidive de fraude, la peine encourue précédemment sera doublée.*

En cas de nouvelle récidive, le délinquant pourra encourir, en outre, une peine de un à trois ans de prison.

§ 3. — *Bij herhaling van bedrog wordt de vroeger toegepaste straf verdubbeld.*

Bij nieuwe herhaling kan de overtreders bovendien worden gestraft met eene gevangenisstraf van een tot drie jaren.

ou falsifiées dans l'intention de les faire admettre comme authentiques et véritables ou qui en aura contrefait la valeur, sans préjudice des pénalités prévues par l'article 25 de la présente loi, ainsi que du paiement des droits fraudés.

ART. 29.

Les dispositions prévues par l'article 28 sont applicables à ceux qui, sans ordre exprès de l'Administration, auront fabriqué ou détenu des sceaux ou cachets pouvant servir à imiter les timbres de la bandelette.

ART. 30.

Les fabricants, négociants ou détaillants doivent faire, endéans les huit jours de la mise en vigueur de la présente loi, une déclaration complète et détaillée des tabacs coupés, cigares, cigarettes, tabacs à priser et rolles qu'ils possèdent. Les quantités existantes pourront être vendues en exemption du droit proportionnel : par le fabricant endéans le mois, par le négociant et le détaillant endéans les deux mois, à partir de la mise en vigueur de la présente loi. Après expiration de ces délais, les quantités non vendues sont soumises à la perception du droit proportionnel.

Toutefois, en cas de nécessité reconnue, l'Administration est autorisée à prolonger le terme de deux mois en faveur des détaillants.

bandjes heeft gebruikt met het inzicht, ze als echte en ware te doen doorgaan, of die de waarde ervan heeft nagemaakt, onverminderd de straffen voorzien bij artikel 25 dezer wet, alsmede de betaling der ontdoken rechten.

ART. 29.

De bij artikel 28 voorziene bepalingen zijn van toepassing op hen die, zonder uitdrukkelijk bevel van het Beheer, zegels of stempels hebben vervaardigd, waarmede de merken van het bandje kunnen nagemaakt worden.

ART. 30.

Fabrikanten, groot- of kleinhandelaars moeten, binnen acht dagen na het in werking treden dezer wet, eene volledige en omstandige aangifte doen van de gekorven tabak, sigaren, sigaretten, snuif- en roltabak, die zij in hun bezit hebben. De bestaande hoeveelheden mogen, met vrijstelling van het evenredig recht, verkocht worden door den fabrikant binnen de maand, door den groot- en den kleinhandelaar binnen twee maanden te rekenen van het in werking treden dezer wet. Na het verstrijken van die tijdsruimten zijn de niet verkochte hoeveelheden onderworpen aan de heffing van het evenredig recht.

Het Beheer kan echter, zoo het noodzakelijk wordt bevonden, de tijdsruimte verlengen met twee maanden ten behoeve van de kleinhandelaars.

(45)

[N° 169.]



III. — Dispositions générales.

ART. 31.

Les dispositions de la loi générale du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sont applicables aux planteurs, négociants, fabricants, débiteurs ou autres détenteurs de tabacs, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par la présente loi.

ART. 32.

Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures spéciales de surveillance en vue d'assurer la perception des droits d'entrée, d'accise, de licence et du droit proportionnel en matière de tabacs.

ART. 33.

Les planteurs, négociants, fabricants, débiteurs et entrepositaires sont responsables des contraventions commises dans les locaux leur servant de lieux de dépôt ou de fabrication.

ART. 34.

§ 1^{er}. — Les agents de l'Administration des contributions directes, douanes et accises sont chargés du recensement des plants de tabac sur pied; ces agents, de même que les

III. — Algemeene bepalingen.

ART. 31.

De bepalingen der algemeene wet van 26 Augustus 1822, die der wet van 6 April 1843 op de beteugeling der smokkelarij, die der wet van 4 Maart 1846 op de stapelhuizen en die der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer, gewijzigd bij de wetten van 3 Maart 1851 en van 1 Mei 1858, zijn toepasselijk op de planters, handelaars, fabrikanten, slijters of andere personen die tabak voorhanden hebben, voor zooveel zij bij deze wet niet gewijzigd worden.

ART. 32.

De Regeering wordt gemachtigd, buitengewone toezichtsmaatregelen te treffen om de heffing van de invoer-, accijns- en vergunningsrechten, alsmede van het evenredig recht in zake tabak te verzekeren.

ART. 33.

De planters, handelaars, fabrikanten, slijters en entrepositarissen zijn aansprakelijk voor de overtredingen begaan in de plaatsen welke hun tot berging of bewerking van de tabak dienen.

ART. 34.

§ 1. — De agenten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen zijn belast met de telling der te velde staande tabaksplanten; gemelde agenten, evenals

III. — Dispositions générales.**ART. 35.**

(Comme à l'art. 31 ci-contre.)

ART. 36.

Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures spéciales de surveillance en vue d'assurer la perception des droits d'entrée, d'accise, de licence et du droit *de consommation* en matière de tabacs.

ART. 37.

(Comme à l'art. 33 ci-contre.)

ART. 38.

(Comme à l'art. 34 ci-contre.)

III. — Algemeene bepalingen.**ART. 35.**

(Zooals art. 31 hiernevens.)

ART. 36.

De Regeering wordt gemachtigd, buitengewone toezichtsmaatregelen te treffen om de heffing van de invoer-, accijns- en vergunningsrechten, alsmede van het *verbruiksrecht* in zake tabak te verzekeren.

ART. 37.

(Zooals art. 33 hiernevens.)

ART. 38.

(Zooals art. 34 hiernevens.)

employés assermentés de la commune, ont accès dans tous les endroits où sont cultivés des tabacs, dans les séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs, ainsi que dans les locaux où s'exercent le commerce, la fabrication ou le débit des tabacs.

§ 2. — Toute opposition aux opérations prévues au présent article est considérée comme refus d'exercice.

IV. — Dispositions transitoires.

ART. 35.

Tout détenteur de tabacs non fabriqués provenant de la récolte de 1918 ou de récoltes antérieures et qui n'a pas acquitté le droit d'accise doit en faire la déclaration par écrit au bureau des accises du ressort endéans les huit jours, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, et acquitter en même temps le droit de 80 francs par 100 kilogrammes.

Le Ministre des Finances prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer le paiement du droit visé à l'alinéa qui précède.

ART. 36.

Quiconque fournit des renseignements inexacts dans la déclaration prescrite par l'article 35 ou omet de remettre cette déclaration dans le délai fixé, est puni d'une amende égale au décuple du droit fraudé, indépendamment de la confiscation des tabacs.

de beëdigde beambten der gemeente hebben toegang tot al de plaatsen waar tabak verbouwd wordt, tot de drooggeesten, zolders of andere bergplaatsen der planters, alsmede tot de lokalen waar tabakshandel, -bewerking of -slijterij wordt gedreven.

§ 2. — Elk verzet tegen de verrichtingen voorzien bij dit artikel wordt als verhindering van ambtsuitoefening beschouwd.

IV. — Overgangsbepalingen.

ART. 35.

Alwie onbewerkte tabak, voortkomende van den oogst van 1918 of van vorige oogsten, voorhanden heeft en het accijnsrecht niet betaald heeft, moet daarvan schriftelijk aangifte doen ten kantore der accijnzen van het gebied binnen acht dagen na het in werking treden dezer wet en terzeldertijd het recht van 80 frank per 100 kilogram betalen.

De Minister van Financiën treft de noodige uitvoeringsmaatregelen om de betaling van het recht, bedoeld in het voorgaande lid, te verzekeren.

ART. 36.

Alwie in de aangifte, voorgeschreven bij artikel 35, onnauwkeurige inlichtingen verstrekt of verzuimt binnen den gestelden tijd deze aangifte te doen, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag van het ontdoken recht, onverminderd de verbeurdverklaring van de tabak.

IV. — Dispositions transitoires.

ART. 39.

(Comme à l'art. 35 ci-contre.)

ART. 40.

Quiconque fournit des renseignements inexactes dans la déclaration prescrite par l'article 39 ...

IV. — Overgangsbepalingen.

ART. 39.

(Zooals art. 35 hiernevens.)

ART. 40.

Alwie in de aangifte, voorgeschreven bij artikel 39, ...

ART. 37.

Sont abrogés :

1^o La loi du 17 avril 1896, à l'exception des chapitres III et IV et de l'article 35 ;

2^o L'article 4 de la loi budgétaire du 28 décembre 1897 ;

3^o L'article 10 de celle du 31 décembre 1900.

ART. 38.

La présente loi sortira ses effets à partir du 20 mars 1919. Toutefois, le Gouvernement fixera par arrêté royal la date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 18 à 30.

Sont maintenues les perceptions de droit opérées depuis le 20 mars 1919.

ART. 37.

Worden afgeschaft :

1^o De wet van 17 April 1896, uitgezonderd de hoofdstukken III en IV en artikel 35 ;

2^o Artikel 4 van de begrootingswet van 28 December 1897 ;

3^o Artikel 10 dergene van 31 December 1900.

ART. 38.

Deze wet treedt in werking met ingang van 20 Maart 1919. De Regering zal evenwel bij koninklijk besluit vaststellen op welken datum het bepaalde in de artikelen 18 tot 30 van kracht worden zal.

Worden behouden de heffingen van recht, sedert 20 Maart 1919 gedaan.

ART. 41.

(Comme à l'art. 37 ci-contre.)

ART. 41.

(Zooals art. 37 hiernevens.)

ART. 42.

La présente loi sortira ses effets à partir du 20 mars 1919. Toutefois, le Gouvernement fixera par arrêté royal la date à laquelle entreranno en vigueur les dispositions des art. 18 à 34.

Sont maintenues les perceptions de droit opérées depuis le 20 mars 1919, *y compris celles effectuées sur la base de 50 p. c. ad valorem en ce qui concerne les tabacs étrangers.*

ART. 42.

Deze wet treedt in werking met ingang van 20 Maart 1919. De Regeering zal evenwel bij koninklijk besluit vaststellen op welken datum het bepaalde in de artikelen 18 tot 34 van kracht worden zal.

Worden behouden de heffingen van recht, sedert 20 Maart 1919 gedaan, *met inbegrip van die gedaan op den grondslag van 50 t. h. der waarde, wat betreft de vreemde tabak.*